

# **Première Urgence - Aide Médicale Internationale**

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

2, rue Auguste Thomas  
92600 Asnières-sur-Seine

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2012

## Première Urgence - Aide Médicale Internationale

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

2, rue Auguste Thomas  
92600 Asnières-sur-Seine

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Première Urgence - Aide Médicale Internationale, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant les montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables dérogatoires adoptées pour les subventions (note page 2), les contributions volontaires en nature (note page 3) et les salaires des salariés locaux (note page 4). Nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans ces notes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 21 juin 2013

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Christophe POSTEL-VINAY

# ***COMPTES ANNUELS***

*Bilan*

*Compte de résultat*

*Annexe*

## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2012 12			Exercice N-1 31/12/2011 12		
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	66 823	57 213	9 609	6 060	3 549	58.56
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles	109 400	21 880	87 520		87 520	
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains	291 200		291 200	269 867	21 333	7.90
	Constructions	1 164 800	77 472	1 087 328	1 490 621	403 294	27.06
	Installations techniques Matériel et outillage	39 770	20 376	19 394	172	19 222	NS
	Autres immobilisations corporelles	964 111	223 467	740 643	50 338	690 306	NS
	Immobilisations en cours				1 976 840	1 976 840	100.00
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)						
Participations mises en équivalence							
Autres participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés	11 651		11 651	20 999	9 348	44.52	
Prêts							
Autres immobilisations financières	53 248		53 248	53 529	282	0.53	
<b>TOTAL II</b>	<b>2 701 002</b>	<b>400 409</b>	<b>2 300 593</b>	<b>3 868 427</b>	<b>1 567 834</b>	<b>40.53</b>	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes				45 039	45 039	100.00
	CRÉANCES (3)						
	Clients et Comptes rattachés	5 510		5 510	2 165	3 345	154.48
	Autres créances	5 304 635		5 304 635	5 154 088	150 547	2.92
Capital souscrit - appelé, non versé							
Valeurs mobilières de placement	952 041		952 041	769 320	182 721	23.75	
Disponibilités	4 594 146		4 594 146	5 340 897	746 751	13.98	
Charges constatées d'avance (3)	7 736		7 736	26 782	19 046	71.11	
<b>TOTAL III</b>	<b>10 864 068</b>		<b>10 864 068</b>	<b>11 338 291</b>	<b>474 223</b>	<b>4.18</b>	
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>13 565 070</b>	<b>400 409</b>	<b>13 164 661</b>	<b>15 206 718</b>	<b>2 042 057</b>	<b>13.43</b>	

(1) Dont droit au bail  
(2) Dont à moins d'un an  
(3) Dont à plus d'un an

## BILAN PASSIF

<b>PASSIF</b>		<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N-1</b>	<b>Ecart N / N-1</b>		
		31/12/2012	12	31/12/2011	12	
				Euros	%	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	Capital (Dont versé : )	770 283	770 283			
	Primes d'émission, de fusion, d'apport					
	Ecarts de réévaluation					
	<b>RESERVES</b>					
	Réserve légale					
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves réglementées					
	Autres réserves					
	Report à nouveau	36 076		36 076		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	72 200	36 076	36 123	100.13	
Subventions d'investissement						
Provisions réglementées						
<b>TOTAL I</b>		878 559	806 360	72 200	8.95	
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>	Produit des émissions de titres participatifs					
	Avances conditionnées					
<b>TOTAL II</b>						
<b>PROVISIONS</b>	Provisions pour risques					
	Provisions pour charges	22 071	20 290	1 781	8.78	
	<b>TOTAL III</b>		22 071	20 290	1 781	8.78
<b>DETTES (I)</b>	<b>DETTES FINANCIERES</b>					
	Emprunts obligataires convertibles					
	Autres emprunts obligataires					
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 753 028	1 544 465	208 564	13.50	
	Concours bancaires courants	3 362 757	2 127 442	1 235 315	58.07	
	Emprunts et dettes financières diverses	2 218	2 218			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>					
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	830 702	483 947	346 755	71.65	
	Dettes fiscales et sociales	862 640	1 203 294	340 654	28.31	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 690	170 159	163 469	96.07		
Autres dettes	116 749	148 442	31 693	21.35		
<b>Comptes de Régularisation</b>	Produits constatés d'avance (1)	5 329 248	8 700 103	3 370 855	38.75	
	<b>TOTAL IV</b>		12 264 031	14 380 068	2 116 037	14.72
	Ecarts de conversion passif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>		13 164 661	15 206 718	2 042 057	13.43	

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

12 264 031 13 177 353

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2012 12			Exercice N-1 31/12/2011 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>							
Ventes de marchandises							
Production vendue de Biens							
Production vendue de Services							
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>							
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			39 143 136	35 585 054	3 558 082	10.00	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				24 101	24 101	100.00	
Autres produits			968 150	3 111 931	2 143 781	68.89	
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>			<b>40 111 286</b>	<b>38 721 086</b>	<b>1 390 200</b>	<b>3.59</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (2)</b>							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			16 068 693	15 760 319	308 374	1.96	
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			17 980 963	17 114 853	866 111	5.06	
Impôts, taxes et versements assimilés			297 805	322 101	24 296	7.54	
Salaires et traitements			4 442 190	4 026 540	415 650	10.32	
Charges sociales			1 265 861	1 280 820	14 959	1.17	
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			192 580	149 552	43 028	28.77	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			0		0		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions			1 781	2 793	1 012	36.24	
Autres charges			2 244	36 439	34 194	93.84	
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>			<b>40 252 118</b>	<b>38 693 417</b>	<b>1 558 701</b>	<b>4.03</b>	
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>140 832</b>	<b>27 669</b>	<b>168 501</b>	<b>608.99</b>	
<b>QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN</b>							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2012	12	31/12/2011	12	Euros	%
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	3 722		735		2 987	406.37
Autres intérêts et produits assimilés (3)	164		1 780		1 616	90.79
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	7 408		9 702		2 294	23.65
Différences positives de change	35 790		26 269		9 522	36.25
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 008		4 291		716	16.69
<b>TOTAL V</b>	<b>52 092</b>		<b>42 778</b>		<b>9 314</b>	<b>21.77</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)	73 695		39 763		33 932	85.34
Différences négatives de change	121 231		27 245		93 986	344.96
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
<b>TOTAL VI</b>	<b>194 926</b>		<b>67 008</b>		<b>127 918</b>	<b>190.90</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>142 834</b>		<b>24 231</b>		<b>118 604</b>	<b>489.48</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>283 667</b>		<b>3 438</b>		<b>287 105</b>	<b>NS</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 699		2 310		2 390	103.46
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 119 454		35 407		2 084 047	NS
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
<b>TOTAL VII</b>	<b>2 124 153</b>		<b>37 716</b>		<b>2 086 437</b>	<b>NS</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 058		5 078		1 021	20.10
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 764 229				1 764 229	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
<b>TOTAL VIII</b>	<b>1 768 287</b>		<b>5 078</b>		<b>1 763 208</b>	<b>NS</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>355 866</b>		<b>32 638</b>		<b>323 228</b>	<b>990.34</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
<b>TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	<b>42 287 531</b>		<b>38 801 580</b>		<b>3 485 950</b>	<b>8.98</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>42 215 331</b>		<b>38 765 504</b>		<b>3 449 827</b>	<b>8.90</b>
<b>5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>	<b>72 200</b>		<b>36 076</b>		<b>36 123</b>	<b>100.13</b>

\* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier  
: Redevance de crédit bail immobilier  
(3) Dont produits concernant les entreprises liées  
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées





## **Annexes sur les comptes annuels**

### **Exercice 2012**

Clos au 31 décembre 2012

Le total du Bilan est de **13 164 661 €** avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2012. Le compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/12, présenté sous forme de liste, présente des produits d'exploitation à hauteur de 40 111 286 € et dégage un excédent de **72 200€**

L'exercice a une durée de **12 mois**, couvrant la période du **01/01/2012 au 31/12/2012**.  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- CRC 99-01 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations
- les règlements comptables :
  - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
  - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
  - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- *Continuité de l'exploitation ;*
  - *Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;*
  - *Indépendance des exercices ;*
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.*

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### **Faits caractéristiques de l'exercice :**

Les immeubles des sièges de Première Urgence (La Garenne Colombes) et d'Aide Médicale Internationale (Pantin) ont été vendus.

Les services du Siège de Première Urgence-Aide Médicale Internationale ont déménagé dans des nouveaux locaux à Asnières sur Seine dont l'ONG est propriétaire

#### **Immobilisations corporelles :**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations sont amorties selon leur durée réelle d'utilisation et selon les modes décrits ci-après :

##### **1°) Pour l'amortissement des immobilisations au Siège :**

Les biens situés en France sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

- |  |           |
|--|-----------|
| • Gros œuvre   | 60 ans    |
| • Façades, Etanchéité, Couvertures et Menuiseries Extérieures        | 30 ans    |
| • Chauffage, Monte-charges, Electricité, Câblage, Autres équipements | 20 ans    |
| • Agencements  | 15 ans.   |
| • Matériel de transmission :   | 2 à 5 ans |
| • Agencements de bureau :  | 10 ans    |
| • Matériel de transport d'occasion :                                 | 1 à 3 ans |
| • Matériel de transport neuf :                                       | 3 à 5 ans |
| • Mobilier de bureau :   | 3 à 5 ans |

## 2°) Pour l'amortissement des immobilisations sur les zones interventions :

Les biens d'équipement situés dans les zones d'interventions sont amortis pour tenir compte de la dépréciation économique et d'utilisation sur le terrain de manière linéaire.

• Matériel industriel (générateurs,...) :	3 ans
• Matériel de transmission :	
- VHF :	3 ans
- HF :	3 ans
- Téléphone satellite :	3 ans
• Matériel de transport :	
- Motos:	3 ans
- Véhicules:	2 ans
• Matériel informatique et bureautique :	
- Ordinateurs fixes :	3 ans
- Ordinateurs portables :	3 ans
- Imprimantes, copieurs, ...:	3 ans

La base amortissable est éventuellement diminuée de la valeur résiduelle dès lors que celle-ci est significative et mesurable.

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les actifs ont été évalués à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à disposition.

**Les comptes annuels sont établis conformément au plan comptable des associations (règlement N°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable). Deux dérogations ont été apportées :**

### 1) Comptabilisation des subventions :

Le plan comptable des associations prévoit que lorsqu'une subvention inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisation envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « **engagements à réaliser sur ressources affectées** » et au passif du bilan sous le compte « **fonds dédiés** ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « **fonds dédiés** » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « **report des ressources non utilisées des exercices antérieurs** ».

Cette méthode n'est pas appliquée. Les subventions inscrites, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, non utilisées à la date de clôture de cet exercice ont été extournées et prises en compte au passif du bilan sous la rubrique « **Produits constatés d'avance** ».

Concernant les opérations débutées avant la date de clôture et en cours de réalisation à cette date, les charges engagées sur ces opérations jusqu'à cette date sont prises en compte dans le résultat. Les subventions correspondant à ces opérations sont ajustées afin de tenir compte :

- *Pour les opérations non closes à la date de clôture, mais dont l'issue est connue avant l'arrêté des comptes, d'une quote-part réelle de frais administratifs ;*
- *Pour les opérations non terminées au moment de l'arrêté des comptes, d'une quote-part contractuelle de frais administratifs.*

## 2) Dons en nature :

Le plan comptable des associations prévoit également que les contributions volontaires en nature, dès lors qu'elles représentent un caractère significatif, doivent faire l'objet d'une information appropriée dans l'annexe.

Les contributions volontaires à titre gratuit ont été valorisées au cours du marché, dans le compte de résultat.

Ces dons en nature proviennent essentiellement du Programme Alimentaire Mondial ; le PAM délivre des certificats de valorisation des denrées livrées dans l'exercice.

Elles figurent pour un montant identique, tant en charges qu'en produits d'exploitation. Il s'agit par conséquent d'un point de présentation, sans incidence sur le résultat de l'association.

A noter toutefois que 605 tonnes de dons en nature liés à un projet financé par le PAM en République Centrafricaine n'ont pu être comptabilisées, faute d'obtention d'un certificat de valorisation dûment rempli par le PAM.

### Tableau des Variations des Fonds Associatifs

- Fonds Associatifs en début d'exercice	806 K€
- Résultat de l'exercice	72 K€
<b>= Fonds Associatifs en fin d'exercice</b>	<b>879 K€</b>

Le poste « fonds associatifs » est destiné à garantir la pérennité de l'association. Il permet ainsi de disposer des ressources financières nécessaires au préfinancement des activités. Le poste varie par affectation de tout ou partie du résultat.

### Provisions inscrites au bilan

La variation des provisions pour risques et charges et provisions pour dépréciation depuis l'exercice précédent se détaille comme suit :

Provisions (simplifié)				Euros
Nature des provisions et dépréciations	Montant N-1 1	Augmentation de l'exercice 2	Diminution de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	20 290	1 781		22 071
Dépréciations				
Sur immobilisations				
Sur stocks et en cours				
Sur clients et comptes rattachés				
Autres dépréciations	4 820		4 820	0
<b>TOTAL</b>	<b>25 110</b>	<b>1 781</b>	<b>4 820</b>	<b>22 071</b>

### Engagements de retraite et assimilés

Aucun accord particulier n'a été signé

Les engagements ont été constatés au **31 décembre 2012** sous forme de provisions.

- Méthodes et hypothèses principales retenues pour le calcul :

Le montant des engagements de retraite a été déterminé en se référant aux dispositions légales, compte tenu des probabilités relatives à l'espérance de vie et des taux de rotation du personnel. Les engagements ont été actualisés, et les salaires utilisés ont été revalorisés. Les hypothèses retenues sont un taux de revalorisation des salaires de 0,50% ; un taux d'actualisation de 2.01%, un âge de départ à la retraite de 62 ans ainsi que la table de mortalité 2008-2009.

- Total des engagements de retraite et assimilés **22 K€**

### Rémunérations globales et par catégorie de dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration, dont les cadres dirigeants (Président, Secrétaire Général et Trésorier) exercent bénévolement leur mandat.

### Salaires des salariés locaux

Les salaires et charges des salariés embauchés en contrat local sur nos missions sont comptabilisés dans le poste « Autres achats et charges externes » pour un montant de 8 597 769 € (7 794 709 € de salaires et 803 060 € de charges sociales).

### Engagements donnés :

- **Le 05 octobre 2011**, le Crédit Coopératif a consenti à l'emprunteur Première Urgence-Aide Médicale Internationale un prêt de **1 164 800 €** pour l'acquisition de l'immeuble 2 rue Auguste Thomas à Asnières-sur-Seine. Inscription d'une garantie hypothécaire pour la durée du prêt. L'en cours au 31/12/2012 s'élève à 1 092 000 euros. Les intérêts versés au titre de cet emprunt s'élèvent à 46 627 euros sur l'exercice 2012.
- **Le 21 novembre 2011**, la BNP a consenti à l'emprunteur Première Urgence-Aide Médicale Internationale un prêt de **600 000 €** pour le financement des travaux du 2 rue Auguste Thomas à Asnières-sur-Seine. Durée du prêt 10 ans. Ce prêt fait l'objet d'une affectation hypothécaire. L'en cours au 31/12/2012 s'élève à 561 722 euros. Les intérêts versés au titre de cet emprunt s'élèvent à 14 868 euros sur l'exercice 2012.
- **Le 18 avril 2012**, la BNP a consenti à l'emprunteur Première Urgence-Aide Médicale Internationale un prêt de **100 000 €** pour le financement des travaux du 2 rue Auguste Thomas à Asnières-sur-Seine. Durée du prêt 10 ans. Ce prêt fait l'objet d'une affectation hypothécaire. L'en cours au 31/12/2012 s'élève à 99 306 euros. Les intérêts versés au titre de cet emprunt s'élèvent à 298 euros sur l'exercice 2012.

### Engagements reçus :

Le fonds Moussa, qui résulte d'une donation temporaire d'usufruit, s'élève à 63 314 euros a été affecté sur les opérations suivantes, après déduction des frais de gestion :

	Montant
Birmanie	17 567
Somalie	6 484
Pakistan	19 925
Ethiopie	10 000
Abkhazie	4 900
Haïti	4 436

### Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération de trésorerie sur le terrain.

Les résultats de change constatés en résultat financier résultent essentiellement des variations de cours des comptes financiers en devises et des quelques charges opérationnelles « terrain » payées par le siège.

### Valeurs mobilières de placement

Le poste « Valeurs mobilières de placement », composé de sicav monétaire, correspond au portefeuille détenu en France. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition. Les intérêts courus s'y rapportant sont également comptabilisés.

Au 31/12/2012, aucune moins-value latente sur les placements financiers n'a été constatée.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire est déterminée par le cours moyen du mois de la clôture de l'exercice.

### Utilisation de la ligne de Dailly

Le poste Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit comprend une utilisation de lignes de Dailly à hauteur de 1 000 000 € avec le Crédit du Nord et de 970 000 € avec la BNP.

### Droit Individuel à la formation

Le volume d'heures de formations cumulé correspondant aux droits acquis au titre du D.I.F. par les salariés est de **1 620** heures au 31 décembre 2012. L'intégralité des heures n'a pas donné lieu à demande.

#### EFFECTIF MOYEN

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce)

	Personnel salarié Siège	Personnel Expatrié
Cadres	26	1
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	20	105
Ouvriers		
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>106</b>

### Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé	53 248	53 248	
Actif circulant et charges constatées d'avance	5 317 881	5 317 881	
<b>Total</b>	<b>5 371 129</b>	<b>5 371 129</b>	

Le poste Actif circulant et charges constatées d'avance comprend des Subventions à recevoir pour un montant de € 4 848 331.

La répartition des Subventions à recevoir par catégorie de bailleurs est la suivante :

Bailleurs UE :	€ 2 334 148
Bailleurs UN :	€ 377 322
Bailleurs US :	€ 664 993
Bailleurs FRANCE :	€ 292 395
Bailleurs autres :	€ 1 179 473

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilés	5 115 785	3 482 068	499 247	1 134 470
Emprunts et dettes financières divers	2 218	2 218		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	830 702	830 702		
Personnel et comptes rattachés	387 716	387 716		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	455 395	455 395		
Autres impôts taxes et assimilés	19 529	19 529		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 690	6 690		
Autres dettes	116 749	116 749		
Produits constatés d'avance	5 329 248	5 329 248		
<b>Total</b>	<b>12 264 031</b>	<b>10 630 314</b>	<b>499 247</b>	<b>1 134 470</b>

Le poste Emprunts et dettes assimilés se ventile entre :

1 753 028 € d'emprunts
2 218 € de cautionnements
3 362 757 € de comptes courants créditeurs non fusionnés.

A la clôture la trésorerie nette est de 2 183 730 €.

Les produits constatés d'avance représentent des subventions reçues au 31 décembre 2012 pour lesquelles Première Urgence-Aide Médicale Internationale n'a pas encore engagé de dépenses.

Par catégorie de bailleurs, ces produits constatés d'avance se répartissent ainsi :

Bailleurs UE :	€ 2 886 321
Bailleurs UN :	€ 528 789
Bailleurs US :	€ 980 028
Bailleurs FRANCE :	€ 390 289
Bailleurs autres :	€ 544 963

### Immobilisations

Euros	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
			Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de développement						
<b>Total I</b>						
Autres postes d'immobilisations incorporelles						
<b>Total II</b>	44 380	131 843			176 223	
Immobilisations corporelles						
Terrains	269 867	291 200		269 867	291 200	0
Constructions sur sol propre	1 810 333	1 106 560		1 810 333	1 106 560	0
Constructions sur sol d'autrui	0				0	0
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0				0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 838	27 933			39 770	0
Installations générales, agencements et aménagements divers	133 832	732 962		136 966	729 828	0
Matériel de transport	40 984				40 984	0
Matériel de bureau et informatique, mobilier	166 901	85 594		956	251 539	0
Emballages récupérables et divers	0				0	0
Immobilisations corporelles et en cours	1 976 840	-1 976 840			0	0
Avances et acomptes						
<b>Total III</b>	4 410 595	267 408	0	2 218 122	2 459 881	0
Immobilisations financières						
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés	20 999		9 348		11 651	0
Prêts et autres immobilisations financières	53 529		281		53 248	0
<b>Total IV</b>	74 528	0	9 630	0	64 898	0
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	4 529 503	399 251	9 630	2 218 122	2 701 002	0

### Amortissements

SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en	Augment.	Diminutions	Valeur en
	début d'exercice	Dotations	Sorties/Rep	fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
<b>Total I</b>				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Total II</b>	38 319	40 774		79 093
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre	319 712	40 235	335 922	24 024
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 665	8 416		20 081
Installations générales, agencements et aménagements divers	105 176	72 007	117 015	60 168
Matériel de transport	36 678	1 951		38 630
Matériel de bureau et informatique, mobilier	149 526	29 197	311	178 412
<b>Total III</b>	622 757	151 806	453 248	321 315
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	661 076	192 580	453 248	400 409

### Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2012
Autres créances	4 863 959
<b>Total</b>	4 863 959

### Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	700 139
Dettes fiscales et sociales	132 352
<b>Total</b>	832 491

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés comprennent une provision de 25 K€ destinée à couvrir les honoraires de Commissariat aux Comptes de l'année 2012.



Les principaux contributeurs de l'aide en nature accordée sont le PAM (613 022 euros), l'UNICEF (16 891 euros) et la FAO (99 614 euros). Il faut ajouter le personnel bénévole de l'association valorisé pour 23 913 euros en 2012.

## Compte d'emploi des Ressources

EMPLOIS	Emploi de 2012 en k€ compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public consommées sur N (3)	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2012 en k€ compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N (4)
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		
<b>1 – MISSIONS SOCIALES</b>	37 503		<b>1 – RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC</b>	205	205
1.1. Réalisées en France	73		1.1. Dons et legs collectés	102	102
- Actions réalisées directement	73		- Dons manuels non affectés	103	103
- Versements à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels affectés		
		205	- Legs et autres libéralités non affectés		
			- Legs et autres libéralités affectés		
1.2. Réalisées à l'étranger	37 430		1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
- Actions réalisées directement	37 250				
AFRIQUE	15 493				
ASE	11 677				
CARABES	2 838		<b>2 – AUTRES FONDS PRIVÉS</b>	1 424	
CAUCASE	452				
MOYEN ORIENT	6 789		<b>3 – SUBVENTIONS &amp; AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	38 424	
- Missions exploratoires et d'évaluation	181		ETAT FRANCAIS	2 070	
			UNION EUROPEENNE	19 865	
	140		NATIONS UNIES	7 981	
	140		USA	6 877	
			INSTITUTIONS PUBLIQUES AUTRES	1 621	
<b>2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	4 572				
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	2 219		<b>4 – AUTRES PRODUITS</b>	2 227	
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés	396		4.1. Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 119	
2.3. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	193		4.2. Autres produits	107	
<b>3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	1 764				
3.1. Charges de personnel	4 215		<b>I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	42 280	
3.2. Frais généraux			<b>II - REPRISES DES PROVISIONS</b>	7	
3.3. Charges financières			<b>III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS</b>		
3.4. Charges exceptionnelles sur opérations en capital			<b>IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)</b>		
			<b>V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>II - DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>			<b>VI - TOTAL GENERAL</b>	42 288	
<b>III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES</b>					
<b>IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	72				
<b>V - TOTAL GENERAL</b>	42 288				
<b>V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VI - Ne utilisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>			<b>VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		
			<b>Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice</b>		